



Groupe Front de Gauche

Ensemble : Communistes, Parti de Gauche,
Gauche Unitaire et Partenaires

Rhône-Alpes ^{Région}

Sessions des 21 & 22 octobre 2010

Rhône-Alpes, une écorégion :

Rapport d'étape des années 2009 et 2010

Pour un développement durable

- Intervention de Corinne Morel Darleux -

Le développement durable, même si à titre personnel je crains ce terme un peu tarte à la crème, investit désormais tous les champs de la société. Et on ne peut que se réjouir de constater qu'en la matière la Région Rhône-Alpes se veut pionnière. Le rapport d'étape 2009-2010 révèle bien que nous poursuivons nos engagements pour parvenir à ce que tous les domaines dans lesquels nous sommes amenés à intervenir, en Région, soient travaillés avec une nouvelle approche - et c'est fondamental - une approche transversale de nos politiques.

Car, en effet, sans ce nécessaire découplage des sphères économiques, sociales et environnementales, comment pourrions-nous prétendre mener à bien nos objectifs pour faire de Rhône-Alpes une véritable écorégion ?

Les bases d'un tel engagement semblent aujourd'hui s'inscrire dans le fond et la durée des politiques régionales, mais nous devons encore poursuivre nos efforts pour qu'il se concrétise. Dans cette perspective, il est logique et légitime que notre région soit exemplaire, et se doive pour cela d'un siège particulièrement économe en terme d'énergie et respectueux des normes environnementales, mais aussi attaché aux conditions de travail des ouvriers...

Nous apprécions également que la dimension sociale ne soit pas minimisée par rapport aux préoccupations d'ordre économique ou écologique. En effet, force est de constater qu'en matière de développement durable, bien souvent, si les dimensions économique et environnementale sont bien prises en compte, la dimension sociale, elle, est comme par hasard celle qui se retrouve généralement reléguée « au placard ». C'est à l'action politique d'inverser cette tendance. Ainsi, nous sommes particulièrement attachés aux efforts réalisés auprès des jeunes dans les lycées, pour le logement étudiant, dans la lutte contre la précarité du personnel de région, pour la formation des personnes handicapées, pour l'accessibilité des TER aux personnes à mobilité réduite.

En ce qui concerne cette question, nous insistons sur l'importance de travailler ces sujets avec les populations, en particulier par le biais des comités de ligne - ou les CLD d'ailleurs -, qui constituent des lieux privilégiés de concertation. Mais plus encore, ils doivent devenir des outils de décision et nous réaffirmons notre volonté de voir les comités de lignes renforcés pour la satisfaction des besoins de tous.

Etant donnée notre conception d'un progrès humain impliquant un refus d'accompagnement des logiques productivistes et capitalistes, nous émettrons, malgré tout, quelques réserves sur des orientations politiques que nous souhaiterions moins empreintes de logiques marchandes et de capitalisme vert.

Ainsi pour ce qui est du « club » du développement durable, constitué, je cite, par les « artisans rhônalpins du développement durable », nous avons quelques inquiétudes. Ce réseau, constitué d'associations, de collectivités locales et d'entreprises rhônalpines, ne doit pas être, à notre sens, un cercle privé de dirigeants économiques cherchant à se donner bonne conscience, comme peut l'être une structure comme le Climate Group auquel il est d'ailleurs question d'adhérer lors de cette session - nous y reviendrons ce soir. Nous préférons à cela une réelle démarche citoyenne participative qui associe l'ensemble de la population, comme nous le portons au travers du droit d'initiative citoyenne.

Le rapport fait également état de la production de photovoltaïque en référence à l'installation de capteurs dans les lycées. Dans ce passage vous évoquez « le contexte favorable au rachat de l'électricité produite par les centrales électriques » et envisagez sereinement le « recours à un tiers opérateur pour le financement et l'exploitation des toitures PV des lycées ». Je tiens à rappeler notre attachement à un service public de l'énergie. Dans le contexte de la loi NOME qui constitue un véritable hold-up sur l'électricité, où les Régions devront assumer la hausse du prix de l'électricité pour les dépenses générales, les lycées et les TER dans le contexte de privatisation orchestrée par l'Union Européenne sur l'électricité, la Poste, ou encore le rail, la Région doit plus que jamais être garante de l'intérêt général et de l'égalité républicaine. Elle doit porter une vigilance particulière et ne pas se faire la complice d'un système qui n'est viable ni pour les citoyens, ni pour les Régions, (ni pour EDF d'ailleurs) puisqu'il ne gratifie que les intérêts privés de quelques structures d'une économie verte parallèle. J'y reviendrai demain au sujet du Schéma Régional et du Plan Climat.

Je concluerai en soulignant qu'au-delà du rayonnement et de l'attractivité que peuvent apporter à la Région Rhône-Alpes des événements du type des assises nationales du développement durable, le travail quotidien que nous pouvons réaliser avec les autres régions, dans une logique de coopération et de complémentarité, nous semble essentiel et doit être privilégié.

Merci de votre attention.

Pour le groupe des élu-e-s Front de gauche,

Corinne Morel Darleux